




Aix en Provence

VILLE THERMALE ET CLIMATIQUE

Accusé de réception en préfecture
A013-211300017-20110131-13843-CC-1-1_0
Date de signature : 01/02/11
Date de réception : mardi 1 février 2011
 <p>POUR CERTIFICATION DU CARACTÈRE EXÉCUTOIRE: - ACTE SIGNÉ ✓ - COMPTE RENDU AFFICHÉ ✓ - ACTE TRANSMIS POUR L'EXERCICE DU CONTRÔLE DE LEGALITÉ ✓</p>

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE D'AIX-EN-  
PROVENCE N°2011.84**

Séance publique du

31 janvier 2011

Présidence de Madame Maryse JOISSAINS MASINI,  
Maire d'Aix-en-Provence  
Député des Bouches-du-Rhône  
Président de la Communauté du Pays d'Aix

**OBJET : ATTRIBUTION DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT 2011 - ASSOCIATION CRECHE LES BISOUNOURS.**

Le 31/01/11 à 18h00, le Conseil Municipal de la Commune d'Aix-en-Provence s'est réuni en session Ordinaire dans la salle de ses délibérations, à l'Hôtel-de-Ville, sur la convocation qui lui a été adressée par Mme Maryse JOISSAINS-MASINI, Maire le 25 Janvier 2011, conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**Etaient Présents :**

M. Jacques AGOPIAN, Mme Charlotte BENON, Mme Odile BONTHOUX, M. Helliott BRAMI, M. Gérard BRAMOULLÉ, M. Maurice CHAZEAU, M. Eric CHEVALIER, M. Jean CHORRO, Mme Chantal DAVENNE, M. François-Xavier DE PERETTI, M. Yannick DECARA, M. Gerard DELOCHE, Mme Brigitte DEVESA, Mme Sylvaine DI CARO, M. Laurent DILLINGER, Mme Fatima DRAOUZIA, Mme Michelle EINAUDI, Mme Martine FENESTRAZ, M. Gérard GERACI, M. Jean-Christophe GROSSI, M. Hervé GUERRERA, M. François HAMY, Mme Maryse JOISSAINS MASINI, Mme Michèle JONES, Mme Patricia LARNAUDIE, M. Henri MATAS, Mme Reine MERGER, M. Stéphane PAOLI, M. Christian PEREZ, M. Jean-Marc PERRIN, Mme Liliane PIERRON, Mme Danielle SANTAMARIA, Mme Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Mme Catherine SILVESTRE, Mme Fleur SKRIVAN, M. Jules SUSINI, M. Francis TAULAN, M. Victor TONIN, Mme Marie José VALETA

**Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales:**

Mme Agnès AMIACH ELBEZ à Mme Chantal DAVENNE, Mlle Odile BARBAT-BLANC à Mme Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Mme Christine BERNARD à Mme Charlotte BENON, Mme Danièle BRUNET à M. Eric CHEVALIER, M. Robert FOUQUET à M. Francis TAULAN, M. Jacques GARCON à M. Henri MATAS, M. André GUINDE à Mme Fleur SKRIVAN, Mme Sophie JOISSAINS à Mme Maryse JOISSAINS MASINI, M. Christian LOUIT à M. Gérard GERACI, M. Alexandre MEDVEDOWSKY à M. Jacques AGOPIAN, Mme Amaria MOHAMMEDI à Mme Catherine SILVESTRE, Mme Arlette OLLIVIER à Mme Patricia LARNAUDIE, Mme Françoise TERME à Mme Fatima DRAOUZIA

**Excusés sans pouvoir :**

M. Lucien AMBROGIANI, M. Alexandre GALLESE, Mme Catherine RIVET-JOLIN

Secrétaire : Yannick DECARA

Mme Fatima DRAOUZIA donne lecture du rapport ci-joint.

**Aix en Provence**

VILLE THERMALE ET CLIMATIQUE

D.G.A.S Qualité de Vie -  
Proximité et Citoyenneté

Mission Petite Enfance et Solidarités

RAPPORT POUR  
**LE CONSEIL MUNICIPAL**  
DU 31/01/11

-----

**RAPPORTEUR :** Mme Fatima DRAOUZIA

-

**Politique Publique :** DEVELOPPEMENT DES SERVICES DE PROXIMITE AUX AIXOISES ET AIXOIS**OBJET :** ATTRIBUTION DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT 2011 - ASSOCIATION CRECHE LES BISOUNOURS. - Décision du Conseil

Mes Chers Collègues,

Dans le cadre de sa politique Petite Enfance, la Ville d'Aix-en-Provence poursuit depuis plusieurs années son effort financier en faveur du développement et de la diversification des modes de garde des jeunes enfants.

Parallèlement à sa participation au fonctionnement des établissements d'accueil municipaux de la Petite Enfance gérés depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009 par la société Les Petits Chaperons Rouges (LPCR DSP AIX), la Ville participe, avec la Caisse d'Allocations Familiales des Bouches-du-Rhône, au financement des cinq crèches associatives présentes sur le territoire communal. Une convention annuelle d'objectifs définit les modalités de gestion et de financement pour chacune des associations.

L'Association crèche les Bisounours, située au Jas de Bouffan, est gérée par un Conseil d'Administration composé de parents dont les enfants fréquentent ou ont fréquenté la crèche, et de salariés. Elle accueille 22 enfants de la naissance à 6 ans, dont les familles sont domiciliées pour 55% d'entre elles au Jas de Bouffan.

Compte tenu du montant de la subvention à attribuer pour l'année 2011, il convient aujourd'hui de passer avec l'Association crèche Les Bisounours une convention d'objectifs, jointe en annexe de la présente délibération, et de verser, pour l'année 2011, une subvention de fonctionnement à la dite

association d'un montant total de 122 000,00 € selon les modalités de versement précisées à l'article 5 de la convention.

Aussi, je vous demande, mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **ATTRIBUER** une subvention de fonctionnement 2011 pour un montant de 122 000,00 € (cent vingt deux mille euros) à l'Association crèche Les Bisounours,
- **DIRE** que cette dépense d'un montant de 122 000,00 €, validée en date du 22 décembre 2010, sera imputée sur la ligne budgétaire **9264-6574-1729** qui présente les disponibilités suffisantes,
- **ADOPTER** la convention d'objectifs entre la Ville et l'Association crèche Les Bisounours,
  
- **AUTORISER** Madame le Député ou Madame l'Adjoint Déléguée à la signer, ainsi que tous les documents afférents à cette affaire.

**2011.84 - ATTRIBUTION DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT 2011 -  
ASSOCIATION CRECHE LES BISOUNOURS.**

<b>Présents et représentés</b>	<b>: 52</b>
<b>Présents</b>	<b>: 39</b>
<b>Abstentions</b>	<b>: 0</b>
<b>Non participation</b>	<b>: 0</b>
<b>Suffrages Exprimés</b>	<b>: 52</b>
<b>Pour</b>	<b>: 52</b>
<b>Contre</b>	<b>: 0</b>

**Ont voté contre**

NEANT

**Se sont abstenus**

NEANT

**N'ont pas pris part au vote**

NEANT

**Le Conseil Municipal a Adopté à l'unanimité  
le rapport qui précède.**

**Ont signé Maryse JOISSAINS MASINI, Député Maire  
Président de séance et les membres du conseil présents :**

**Le Conseiller Municipal délégué,  
Arlette OLLIVIER**

**Compte-rendu de la délibération affiché le : 02 Février 2011  
(articles L 2121-25 et R 2121-11 du C.G.C.T.)**

**DOTATIONS DE LA PETITE ENFANCE  
SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT 2011**

<b>BENEFICIAIRES</b>	<b>DOTATION 2009</b>	<b>DOTATION 2010</b>	<b>PROPOSITION 2011</b>
<i>Ligne 9264 -6574-1729</i> <i>Crèches privées</i> <i>Structures d'accueil de la Petite Enfance</i>  LES BISOUNOURS	104 081,32 €	110 000,00 €	122 000,00 €

## CONVENTION D'OBJECTIFS

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi numéro 2000-321 du 12 avril 2000 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques.

Entre les soussignés

D'une part

**Madame Maryse JOISSAINS MASINI**, Député Maire, ou l'Adjoint au Maire délégué à la Jeunesse et à la Petite Enfance agissant au nom de la Ville d'**Aix-en-Provence**.

D'autre part

**L'Association crèche « les Bisounours »**, gestionnaire d'un service d'accueil d'enfants à l'intention des familles aixoises dans le cadre d'un agrément qui lui a été délivré par le Conseil Général, et dont le siège est crèche Les Bisounours – 7 les Hippocampes – 4, avenue Jules Payot – 13090 Aix-en-Provence.

Il est établi la présente convention destinée à fixer la nature et les modalités de la participation de la Ville d'Aix-en-Provence et les obligations de l'Association qui en résultent.

### **Article 1**

L'implantation de la crèche doit correspondre à un besoin réel de places d'accueil sur le territoire communal.

L'établissement doit être déclaré conforme aux normes d'hygiène et de sécurité applicables à ce type de locaux.

L'Association ne doit pas exercer d'activité à but lucratif.

Le financement de cette structure est assuré en partie par la participation des familles, conformément au barème fixé par la Caisse Nationale d'Allocations Familiales, et d'autre part par l'attribution d'aides publiques comprenant notamment les prestations de service versées par la Caisse d'Allocations Familiales des Bouches-du-Rhône et la subvention de la Ville d'Aix-en-Provence dans le cadre de la politique qu'elle mène en direction de la Petite Enfance.

## **OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION**

### **Article 2**

L'Association s'engage :

- A assurer le fonctionnement de la crèche conformément aux dispositions prévues par la réglementation,
- A tout mettre en œuvre pour atteindre un taux de présence annuelle optimal au regard de son agrément,
- A veiller à la santé, à la sécurité, au bien-être ainsi qu'au développement des enfants qui lui sont confiés par les familles,
- A adopter des tarifs correspondant au barème des participations familiales établi par la Caisse Nationale d'Allocations Familiales,
- A souscrire une assurance à garantie illimitée contre tout accident pouvant lui incomber, contre l'incendie, les risques locatifs et le recours des voisins.

### **Article 3**

L'Association fera parvenir à la Ville d'Aix-en-Provence :

Avant le 30 octobre de chaque année, le budget prévisionnel de l'année suivante précisant le nombre de jours d'ouverture prévus sur ladite année.

Après la clôture de l'exercice 2010 et avant le 1<sup>er</sup> mars 2011 :

- Un bilan et un compte de résultat de l'année écoulée, approuvés par l'Assemblée Générale, et certifiés soit par un comptable agréé, soit par le Président et le Trésorier,
- Le compte-rendu de l'assemblée générale approuvant le bilan moral et financier,
- L'organigramme du personnel,
- L'état annexe au rapport d'activité, adressé par la Ville, dûment complété,
- La notification de chaque réactualisation d'agrément,
- Le taux d'occupation mensuel de la crèche par les enfants,
- Une attestation annuelle justifiant la souscription des polices et le paiement des primes d'assurance,
- Les statuts de l'association, le projet d'établissement ou de service,
- Le règlement intérieur.

### **Article 4**

L'Association mettra à la disposition de la Ville d'Aix-en-Provence, sur sa demande, ses documents comptables et tout document susceptible d'éclairer la Ville sur son fonctionnement.

## **OBLIGATIONS DE LA VILLE**

### **Article 5**

Pour l'exercice 2011, la Ville d'Aix-en-Provence accordera à l'Association une aide financière sous la forme d'une subvention de fonctionnement à hauteur de **122 000,00 €**.

Le versement de cette subvention interviendra selon les modalités suivantes :

- Un acompte au début du premier semestre, représentant 50 % du montant de la subvention annuelle allouée pour l'exercice 2011 soit **61 000,00 €**,

- Un second acompte au début du second trimestre, représentant 30% du montant de la subvention annuelle allouée pour l'exercice 2011, soit **36 600,00 €**,

- Le solde, représentant 20 % de la subvention, au cours du deuxième semestre 2011, soit **24 400,00 €**.

## **- CLAUSES RESOLUTOIRES**

### **Article 6**

La présente convention peut être révisée en fin d'exercice sur accord des deux parties en cas de nécessaire adaptation du service justifiée par une modification de la réglementation applicable ou d'une évolution de l'activité.

### **Article 7**

Pour le cas où l'Association se soustrairait à l'obligation de communiquer les documents financiers susmentionnés, la Ville d'Aix en Provence se réserve le droit de suspendre le versement des subventions.

### **Article 8**

Le retrait de l'agrément accordé par le Conseil Général entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention, et le remboursement des fonds déjà versés, la subvention de la Ville d'Aix en Provence étant alors calculée au prorata des seuls jours d'ouverture retenus dans le cadre de l'agrément.

### **Article 9**

La présente convention est établie pour une durée d'un an correspondant à l'année civile.

Néanmoins, durant cette période elle pourra être dénoncée par l'une ou l'autre des parties moyennant un préavis de trois mois adressé par lettre recommandée avec accusé de réception avant le premier septembre, sauf cas prévu à l'article 8.



**Article 10**

La présente convention prend effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011.

Tout litige relatif à l'exécution de la présente convention relèvera de la compétence de la juridiction administrative.

**Article 11**

Les parties font élection de domicile :

- pour la Ville à l'Hôtel de Ville,
- pour l'Association en son siège.

Fait en deux exemplaires

A

Le

Pour l'Association

Pour la Ville